

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

SOUS-DIRECTION B - C - D

Numéro dans les séries spéciales :
2311 TM — 838 TOM — 300 DA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

APPLICATION DU DECRET N° 72-214 DU 22 MARS 1972
MODIFIANT ET COMPLETANT LE DECRET N° 53-914
DU 26 SEPTEMBRE 1953
PORTANT SIMPLIFICATION DE FORMALITES ADMINISTRATIVES

DOCUMENT A ANNOTER

Circulaire n° 1316 du 2 décembre 1953 parue au B. S. T. n° 85-G de l'année 1953.

Les comptables trouveront, ci-après en annexe, pour application en ce qui les concerne, le texte :

- du décret n° 72-214 du 22 mars 1972 modifiant et complétant le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives (annexe n° 1) ;
- de l'arrêté interministériel du 22 mars 1972 fixant les modèles du nouvel imprimé destiné à justifier de la nationalité française et de l'état civil (annexe n° 2) ;
- de la lettre n° 1929/SG, adressée le 28 mars 1972 par le Premier Ministre aux Ministres et Secrétaires d'Etat (annexe n° 3) ;
- de la circulaire du 18 avril 1972 relative à l'application du décret n° 72-214 du 22 mars 1972 modifiant et complétant le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives adressée par le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, à MM. les Procureurs généraux et MM. les Officiers de l'état civil (annexe n° 4).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA	TPC-RF
P	TOM	POM	PA	BA	EPA	EPI	ACT	ADP
ATM	EPSC	CCM	ASR	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA

La réforme a pour but de limiter le nombre des pièces à produire en créant un seul imprimé pour établir à la fois la nationalité française et l'état civil d'un administré.

D'autre part, il est confirmé que cet imprimé peut être établi par l'agent de l'Administration, du service, de l'établissement public, caisse et organisme contrôlés par l'Etat, ce qui évite aux administrés d'avoir à se présenter à la mairie.

Ce document qui s'intitule désormais « fiche d'état civil et de nationalité française », remplace la « fiche d'état civil » prévue par le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953. Comme cette dernière, il comporte deux variantes, une fiche individuelle et une fiche familiale.

Les comptables recevront prochainement de l'Imprimerie nationale un approvisionnement d'office en nouveaux imprimés.

Les livraisons seront faites à l'adresse des Trésoreries générales. Celles-ci assureront la redistribution de ces imprimés aux comptables de leur département.

Des commandes complémentaires pourront, le cas échéant, être adressées à l'Imprimerie nationale. Ces nouveaux imprimés pourront être commandés au titre des besoins de l'année 1973, à l'aide du bordereau des commandes générales.

Il est rappelé que les fiches d'état civil sont référencées sous les numéros suivants :

12-173 : fiche individuelle ;

12-174 : fiche familiale.

Bien que ne comportant pas, exceptionnellement, de numéro de série « P », ces fiches sont utilisables par les comptables non centralisateurs.

Les mesures prises, applicables à compter du 1^{er} mai 1972, ont un caractère général en ce sens qu'elles s'appliquent à toutes les procédures et instructions conduites par les administrations, services et établissements publics de l'Etat, des départements et des communes, ou par les entreprises, caisses et organismes contrôlés par l'Etat. La liste de ces entreprises, organismes et caisses a été donnée par circulaire du 29 octobre 1953 donnée en annexe III à la circulaire n° 1.316 du 2 décembre 1953.

En matière de pensions, il est précisé que la fiche d'état civil doit désormais être admise, au même titre que l'extrait de naissance et, éventuellement, de l'extrait de mariage qui étaient jusqu'alors exigés :

- pour l'attribution du supplément exceptionnel au profit des veuves de guerre ;
- pour la prise en compte d'un nouvel enfant en vue du paiement des prestations familiales,

et, d'une manière générale, dans toutes procédures de liquidation de droits à pension ne nécessitant pas la connaissance d'éléments d'état civil autres que ceux qui doivent normalement figurer sur la fiche établie dans les conditions prévues par le décret modifié du 26 septembre 1953 et l'arrêté du 22 mars 1972. Les articles D. 21 à D. 26 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, relatifs aux pièces à produire pour la constitution des dossiers de demande de pension, seront prochainement modifiés pour tenir compte des assouplissements des formalités administratives apportés par le décret du 22 mars 1972.

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN FARGE.

DECRET N° 72-214 DU 22 MARS 1972
MODIFIANT ET COMPLETANT LE DECRET N° 53-914 DU 26 SEPTEMBRE 1953
PORTANT SIMPLIFICATION DE FORMALITES ADMINISTRATIVES

LE PREMIER MINISTRE,

Sur le rapport du Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre de l'Intérieur,
Vu le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives ;
Vu le décret modifié n° 54-510 du 17 mai 1954 relatif au livret de famille ;
Vu le décret modifié n° 55-1397 du 22 octobre 1955 instituant la carte nationale d'identité ;
Vu le décret modifié n° 62-921 du 3 août 1962 modifiant certaines règles relatives aux actes de l'état civil ;
Vu le décret n° 71-211 du 17 mars 1971 étendant aux Territoires d'Outre-Mer les dispositions du décret susvisé du 26 septembre 1953 ;
Le Conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2, 3 et 5 du décret du 26 septembre 1953 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Article premier.* — Dans les procédures et instructions conduites par les administrations, services et établissements publics ou par les entreprises, les organismes et les caisses contrôlés par l'Etat :

« a) La présentation du livret de famille régulièrement tenu à jour tient lieu de remise ou de présentation, selon le cas :

- « — De l'extrait de l'acte de mariage des parents ;
- « — De l'extrait de l'acte de naissance des parents ou des enfants ;
- « — De l'extrait de l'acte de décès des parents ou des enfants morts avant leur majorité.

« b) La présentation de la carte nationale d'identité en cours de validité tient lieu de remise ou de présentation, selon le cas :

- « — Du certificat de nationalité ;
- « — De l'extrait de l'acte de naissance du titulaire.

« *Art. 2.* — Dans les procédures et instructions mentionnées à l'article premier, les noms et prénoms, la date et le lieu de naissance et, s'il y a lieu, la filiation peuvent être enregistrés au vu d'un extrait de l'acte de naissance de l'intéressé quelle que soit la date de la délivrance de cet extrait.

« *Art. 3.* — Pour l'application des articles premier et 2 qui précèdent, le requérant présente à l'agent chargé de la procédure ou de l'instruction son livret de famille ou sa carte nationale d'identité ou un extrait de son acte de naissance. Au vu de l'une ou l'autre de ces pièces, l'agent inscrit immédiatement les renseignements nécessaires sur une fiche dont les diverses mentions seront fixées par des modèles établis par arrêté conjoint du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et du Ministre chargé des Réformes administratives. L'agent signe cette fiche sous la mention de sa qualité. Le demandeur signe également ladite fiche et certifie sur l'honneur la véracité, à la date d'établissement de la fiche, des mentions qui s'y trouvent portées. La fiche est jointe au dossier.

« Le requérant peut également présenter dans toute mairie les pièces visées aux articles 1^{er} et 2. Au vu de ces pièces, l'agent habilité enregistre les renseignements nécessaires au moyen de la fiche définie à l'alinéa précédent, signe cette fiche sous la mention de sa qualité et la remet au demandeur pour valoir, auprès de l'organisme chargé de la procédure ou de l'instruction de la requête, présentation du livret de famille ou de la carte nationale d'identité ou de l'extrait de l'acte de naissance. Avant remise de cette fiche à l'organisme chargé de la procédure, le demandeur la signe et certifie sur l'honneur la véracité, à la date de la remise, des mentions qui s'y trouvent portées.

« Lorsque la fiche est établie au vu de la carte nationale d'identité, ses mentions doivent nécessairement comporter, outre les nom, prénoms, date et lieu de naissance du requérant, l'indication de l'autorité qui a délivré cette carte ainsi que la date de cette délivrance.

« Dans tous les cas, les pièces présentées par le demandeur doivent lui être restituées après l'établissement de la fiche. »

« Art. 5. — Les dispositions des articles précédents ne font pas obstacle à l'application des règles visées à l'article 70 du code civil. Elles ne sont pas applicables aux procédures de naturalisation ou de délivrance d'un certificat de nationalité.

« Elles n'excluent pas, le cas échéant, l'obligation pour l'intéressé de produire d'autres justifications d'état civil ou de nationalité, lorsque celles-ci sont nécessaires pour l'application de dispositions législatives ou réglementaires spéciales, notamment en matière de pensions, de registre du commerce et de recrutement des fonctionnaires et agents des administrations, services, établissements, organismes ou caisses visés à l'article 1^{er}. »

ARTICLE 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux services et établissements publics de l'Etat dans les Territoires d'Outre-Mer, sous la réserve prévue à l'article 2 du décret susvisé du 17 mars 1971.

ARTICLE 3. — Le Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives, le Ministre d'Etat chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre du Développement industriel et scientifique, le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé de la Fonction publique, et le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prendra effet à compter du 1^{er} mai 1972 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1972.

JACQUES CHABAN-DELMAS.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives,
ROGER FREY.

*Le Ministre d'Etat
chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer,*
PIERRE MESSMER.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
RENÉ PLEVEN.

Le Ministre de l'Intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

Le Ministre de l'Economie et des Finances,
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Le Ministre du Développement industriel et scientifique,
FRANÇOIS ORTOLI.

*Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre,
chargé de la Fonction publique,*
PHILIPPE MALAUD.

Le Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre,
JACQUES BAUMEL.

MODELES DE LA FICHE D'ETAT CIVIL ET DE NATIONALITE

**LE MINISTRE D'ETAT CHARGE DES REFORMES ADMINISTRATIVES
ET LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,**

Vu le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives, modifié par le décret n° 72-214 du 22 mars 1972 ;
Vu l'arrêté du 26 octobre 1953 relatif à l'établissement de la fiche d'état civil,

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — La fiche prévue à l'article 3 du décret du 26 septembre 1953 susvisé est dénommée fiche d'état civil et de nationalité française. Elle est établie conformément à l'un des deux modèles annexés au présent arrêté : fiche individuelle et fiche familiale (1).

ARTICLE 2. — Pour tenir lieu de la présentation ou de la remise d'un certificat de vie, de célibat, de non-remariage ou de non-divorce la ou les mentions « non décédé », « non marié », « non remarié », « non divorcé » devront, selon les cas, figurer expressément sur la fiche en regard des prénoms de la personne intéressée.

ARTICLE 3. — Dans le cas où la fiche familiale est utilisée comme fiche de nationalité au profit des divers membres de la famille, pour chacun d'eux et en regard de ses prénoms, doivent figurer le numéro et la date d'établissement de la carte nationale d'identité ainsi que l'indication de l'autorité qui l'a délivrée.

Si l'un des membres de la famille n'est pas titulaire de la carte nationale d'identité, la présentation de la fiche ne pourra valoir à son égard dispense de la production d'un certificat de nationalité.

ARTICLE 4. — Les indications relatives à la filiation et à la qualité d'époux, de veuf ou de divorcé de l'intéressé ne sont portées que dans la mesure où les documents présentés le permettent et si celui-ci ne s'y oppose pas.

ARTICLE 5. — L'arrêté du 26 octobre 1953 relatif à l'établissement de la fiche d'état civil est abrogé.

ARTICLE 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 mars 1972.

Le Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives,
ROGER FREY.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Pour le Ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
FÉLIX BOUCLY.

(1) Les modèles doivent être établis dans le format 21 × 29,7.

C. E. R. F. A. 10-0024.

ORGANISME DESTINATAIRE
(Désignation et adresse.)

FICHE INDIVIDUELLE D'ÉTAT CIVIL et de nationalité française ⁽¹⁾

dressée en application du décret du 26 septembre 1953 modifié par le décret du 22 mars 1972 et de l'arrêté du 22 mars 1972 (*Journal officiel* du 23 mars 1972).

Timbre imprimé
ou cachet de l'organisme
certificateur.

NOTA. — A la demande de l'intéressé, il peut être établi soit une fiche séparée pour chaque membre de la famille (fiche individuelle), soit une fiche collective (fiche familiale). Pour valoir certificat de vie, de célibat, de non-remariage, de non-divorce, la ou les mentions *non décédé, non marié, non remarié, non divorcé* devront, selon les cas, figurer expressément dans la marge en face des prénoms de la personne intéressée.

NOM (2)
(Nom de jeune fille pour les femmes mariées, veuves ou divorcées.)

Prénom (s)
(Au complet dans l'ordre de l'état civil.)

Né (e) (4) le
(Le mois doit être inscrit en toutes lettres.)

à
(Commune et département. Pour Paris et Lyon, indiquer l'arrondissement.)

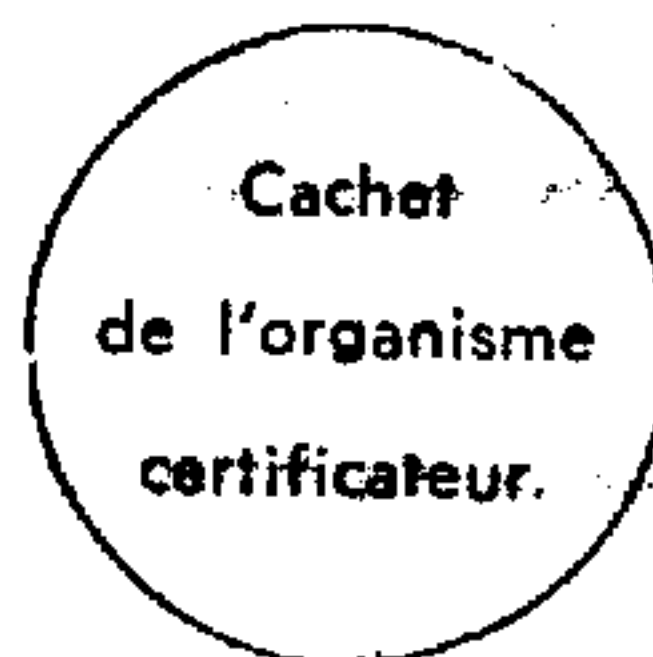
de
(Nom et prénoms du père.) (3)

et de
(Nom et prénoms de la mère.) (3)

Epoux-épouse, veuf-veuve ou divorcé-divorcée de (3) (4)
(Nom du conjoint ou de l'ex-conjoint.) (2)

Certifié conforme :
à l'extrait de naissance n° (4) ;
au livret de famille (4) ;
à la carte nationale d'identité n°
délivrée le
par (4).

Nom du préposé :



Je soussigné (nom et prénoms)

certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations portées sur la présente fiche.

A, le
(Signature.)

En application de l'article 161 du code pénal, sera puni d'un emprisonnement de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 600 à 6.000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment établi ou fait usage d'une attestation ou d'un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ou qui aura falsifié ou modifié une attestation ou un certificat originellement sincère.

(1) La mention « et de nationalité française » doit être rayée lorsque la fiche n'est pas établie au vu de la carte nationale d'identité.

(2) En lettres capitales.

(3) Cette ligne ne doit être remplie que dans la mesure où les documents présentés le permettent et si l'intéressé ne s'y oppose pas.

(4) Rayer les mentions inutiles.

C. E. R. F. A. 10-0023

RECTO

ORGANISME DESTINATAIRE
(Désignation et adresse.)

FICHE FAMILIALE D'ÉTAT CIVIL
et de nationalité française ⁽¹⁾

dressée en application du décret du 26 septembre 1953 modifié par le décret du 22 mars 1972 et de l'arrêté du 22 mars 1972 (*Journal officiel* du 23 mars 1972).

Timbre imprimé
ou cachet de l'organisme
certificateur.

NOTA. — A la demande de l'intéressé, il peut être établi soit une fiche séparée pour chaque membre de la famille (fiche individuelle), soit une fiche collective (fiche familiale). Pour valoir certificat de vie, de célibat, de non-remariage, de non-divorce, la ou les mentions *non décédé, non marié, non remarié, non divorcé* devront, selon les cas, figurer expressément dans la marge en face des prénoms de la personne intéressée.

Lorsque la fiche est utilisée comme
fiche de nationalité, préciser :

Carte nationale d'identité n°

délivrée le

par

NOM (2) :
(Nom de jeune fille pour les femmes mariées, veuves ou divorcées.)

Prénom (s) :
(Au complet dans l'ordre de l'état civil.)

Né (e) le
(Le mois doit être inscrit en toutes lettres.)

à
(Commune et département. Pour Paris et Lyon, indiquer l'arrondissement.)

de
(Nom et prénoms du père.) (3)

et de
(Nom et prénoms de la mère.) (3)

Lorsque la fiche est utilisée comme
fiche de nationalité, préciser :

Carte nationale d'identité n°

délivrée le

par

Marié (e) le

à
(Commune et département. Pour Paris et Lyon, indiquer l'arrondissement.)

Conjoint :
(Nom [2] et prénom [s].)

Né (e) le

à

Observations (4) :

(1) La mention « et de nationalité française » doit être rayée lorsque aucune carte nationale d'identité n'est présentée. En outre, la fiche familiale ne vaut fiche de nationalité que pour les membres de la famille titulaires d'une carte nationale d'identité dont les références auront été répertoriées en regard de leurs prénoms.

(2) En lettres capitales.

(3) Cette ligne ne doit être remplie que dans la mesure où les documents représentés le permettent et si l'intéressé ne s'y oppose pas.

(4) Sous cette rubrique pourra être notamment portée, si l'intéressé le demande et si les documents présentés le permettent, la mention du décès du conjoint ou du divorce.

NOTA. — Il est possible d'établir la fiche au vu à la fois du livret de famille ou des extraits de naissance — pour l'état civil — et des cartes nationales d'identité de chacun — pour la nationalité.

LE PREMIER MINISTRE

N° 1929/SG.

INSTRUCTION
N° 72-71 - B
du
26 mai 1972.

Paris, le 28 mars 1972.

LE PREMIER MINISTRE

A

MM. LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ETAT
ET « POUR INFORMATION » A MM. LES PRÉFETS

OBJET : Simplification de formalités administratives.

Le souci de faciliter les rapports des administrés avec l'administration a conduit le Gouvernement à modifier le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 portant simplification de formalités administratives, en vue de réduire de façon plus sensible le nombre des pièces exigées en matière d'état civil et de nationalité pour la constitution des dossiers administratifs. La nature et la portée de ces simplifications administratives ont été fixées par le décret n° 72-214 du 22 mars 1972.

Les dispositions combinées des décrets précités de 1953 et 1972 sont les suivantes :

- a) Les administrations, services et établissements publics, organismes et caisses contrôlés par l'Etat devront, lorsqu'ils demandent à un administré de justifier son état civil ou sa nationalité, établir une fiche d'état civil et de nationalité au vu des documents suivants :
 - livret de famille en ce qui concerne l'état civil ;
 - livret de famille et carte nationale d'identité en ce qui concerne la nationalité ;
- b) Dans les cas où la justification de l'état civil et de la nationalité est demandée par un organisme autre que ceux qui sont visés au a ci-dessus, la fiche d'état civil et de nationalité sera établie, dans les mêmes conditions, par toute mairie.

Les modèles et les modalités d'utilisation de la nouvelle « fiche d'état civil et de nationalité » sont fixés respectivement par l'arrêté du 22 mars 1972 et par une circulaire qui sera adressée aux officiers d'état civil par M. le Garde des Sceaux.

Ces nouvelles dispositions entrant en vigueur le 1^{er} mai 1972, je ne saurais trop insister sur l'intérêt et l'urgence qui s'attachent à ce que tous les organismes visés à l'article 1^{er} du décret n° 72-214 du 22 mars 1972 se préoccupent de faire imprimer d'ici cette date un nombre suffisant de fiches du modèle réglementaire pour être en mesure de répondre à la demande des administrés à qui ces fiches devront être délivrées gratuitement.

Ainsi que l'avait rappelé ma circulaire n° 7297/SG du 22 mai 1970, il vous appartient de faire en sorte que tous les services et organismes relevant de votre autorité directe ou de votre tutelle soient avisés de la nécessité de remplir la mission qui leur a été confiée en ce domaine par le décret du 26 septembre 1953.

J. CHABAN-DELMAS.

**CIRCULAIRE DU 18 AVRIL 1972 RELATIVE A L'APPLICATION
DU DECRET N° 72-214 DU 22 MARS 1972
MODIFIANT ET COMPLETANT LE DECRET N° 53-914 DU 26 SEPTEMBRE 1953
PORTANT SIMPLIFICATION DE FORMALITES ADMINISTRATIVES**
(*Journal officiel* du 27 avril 1972, page 4389.)

Paris, le 18 avril 1972.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE,

A

MM. LES PROCUREURS GÉNÉRAUX
ET MM. LES OFFICIERS DE L'ÉTAT CIVIL

Dans le sens des efforts actuels tendant à humaniser et à simplifier les rapports des Français avec l'administration, le décret n° 72-214 du 22 mars 1972 modifiant et complétant le décret n° 53-914 du 26 septembre 1953 (*Journal officiel* du 23 mars 1972, p. 3006 et 3007) a allégé les exigences relatives à la justification de l'état civil et de la nationalité pour la constitution de dossiers administratifs.

A partir du 1^{er} mai 1972, date d'entrée en vigueur du décret, la fiche d'état civil sera dénommée « Fiche d'état civil et de nationalité française ». Comme par le passé, il pourra être établi soit une fiche individuelle, soit une fiche familiale. Les modèles de la fiche d'état civil et de nationalité française ont été fixés par arrêté conjoint du Ministre d'Etat chargé des Réformes administratives et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du 22 mars 1972 (*Journal officiel* du 23 mars 1972, p. 3007 et suivantes). Ils doivent être établis dans le format 21 × 29,7.

La présente circulaire a pour objet de vous préciser les innovations de la nouvelle réglementation et les modalités de rédaction de la fiche d'état civil et de nationalité. Pour le surplus il conviendra de se reporter à l'instruction générale relative à l'état civil (n° 548 à 567).

I. — LES INNOVATIONS DE LA NOUVELLE RÉGLEMENTATION

Elles revêtent un double aspect :

1° Les conditions d'établissement de la fiche d'état civil et de nationalité sont assouplies.

Antérieurement la fiche d'état civil ne pouvait être établie (cf. instruction générale relative à l'état civil [n° 556 à 559]) que d'après le livret de famille ou un extrait authentique d'acte de naissance. Désormais elle pourra également être dressée au vu de la carte nationale d'identité de l'intéressé. Cette carte d'identité devra être en cours de validité et il conviendra donc de vérifier qu'elle a été délivrée depuis moins de dix ans.

En outre la fiche d'état civil et de nationalité pourra être établie, à la convenance de l'intéressé, par toute mairie et non plus seulement par la mairie de sa résidence ou l'administration qui instruit son dossier.

2° La fiche d'état civil établie au vu de la carte nationale d'identité de l'intéressé pourra être produite à la place du certificat de nationalité française. Il s'agit de la principale innovation de la réglementation nouvelle. Elle dispensera les intéressés de la production d'un certificat de nationalité, document qui, outre son coût, présente l'inconvénient d'exiger une démarche supplémentaire auprès d'un juge d'instance et de retarder en conséquence la constitution du dossier.

Il convient toutefois de souligner que l'article 5 du décret du 26 septembre 1953 modifié prévoit des restrictions à l'utilisation en certaines matières de la fiche d'état civil et de nationalité. C'est ainsi qu'en matière de mariage il conviendra de continuer à exiger dans les conditions de l'article 70 du Code civil la remise de l'expédition de l'acte de naissance de chacun des futurs époux. De même, les nouvelles dispositions ne sont pas applicables aux procédures de naturalisation et de délivrance d'un certificat de nationalité. Bien entendu, la production de la fiche d'état civil et de nationalité n'exclue pas, le cas échéant, l'obligation pour l'intéressé de fournir des justifications d'état civil et de nationalité complémentaires, non contenues dans la fiche, lorsque celles-ci sont nécessaires pour l'application de dispositions législatives ou réglementaires spéciales. Il peut en être notamment ainsi, conformément à la réglementation en vigueur, en matière de pensions, de registre du commerce et de recrutement des fonctionnaires et agents des administrations, services, établissements, organismes ou caisses visés à l'article 1^{er} du décret du 26 septembre 1953 modifié (cf. art. 5, 2^e alinéa du décret).

En revanche la fiche d'état civil et de nationalité pourra désormais être utilisée pour la délivrance d'un passeport.

II. — MODALITÉS DE RÉDACTION DE LA FICHE D'ÉTAT CIVIL ET DE NATIONALITÉ

Les modalités de rédaction suivantes doivent être observées :

1° Fiche individuelle d'état civil et de nationalité française.

La mention « et de nationalité française » figurant dans l'intitulé de la fiche devra être rayée lorsque cette fiche ne sera pas établie au vu de la carte nationale d'identité de l'intéressé.

Si la fiche est établie au vu de la carte nationale d'identité, l'agent devra nécessairement indiquer avant sa signature qu'elle a été dressée à l'aide de cette pièce et reproduire le numéro, la date d'établissement de la carte nationale d'identité ainsi que l'indication de l'autorité qui l'a délivrée. Dans le cas où la carte nationale d'identité comporte deux numéros, il conviendra de mentionner de préférence sur la fiche le numéro qui est précédé de lettres.

Les mentions relatives à la filiation et à la qualité d'époux ou d'épouse, de veuf ou de veuve, de divorcé ou de divorcée ne doivent être portées sur la fiche individuelle que si l'intéressé ne s'y oppose pas et bien entendu, dans la mesure où les documents présentés le permettent. C'est ainsi que les indications relatives à la filiation ne pourront être portées lorsque la fiche est établie au vu de la seule carte nationale d'identité puisque ces mentions ne figurent pas sur ce document. Il en est de même, dans divers cas, pour la qualité d'époux, de veuf ou divorcé. Il y a lieu toutefois d'appeler l'attention des intéressés sur le fait que ces renseignements peuvent, parfois, dans certaines procédures administratives, être nécessaires et que les requérants ont généralement intérêt à ce que la fiche soit remplie le plus complètement possible.

2° *Fiche familiale d'état civil et de nationalité française.*

Il est possible d'établir la fiche familiale d'état civil et de nationalité au vu à la fois du livret de famille ou des extraits de naissance pour l'état civil et des cartes nationales d'identité de chacun pour la nationalité.

La mention « et de nationalité française » figurant dans l'intitulé de la fiche devra être biffée lorsqu'aucune carte nationale d'identité n'est présentée. Dès lors que, pour l'un au moins des membres de la famille, une carte nationale d'identité sera produite, la mention « et de nationalité française » devra être maintenue. Toutefois la fiche familiale d'état civil et de nationalité ne vaudra fiche de nationalité que pour les seuls membres de la famille pour lesquels une carte nationale d'identité, dont les références auront été répertoriées au regard de leurs prénoms, sera présentée.

Comme pour la fiche individuelle, les mentions relatives à la filiation ne devront être portées sur la fiche familiale que dans la mesure où les documents présentés le permettent et si l'intéressé ne s'y oppose pas. En outre, et seulement sur la demande expresse de l'intéressé, la mention du décès du conjoint ou du divorce pourra être indiquée, si les documents présentés le permettent, à la rubrique « observations » de la fiche familiale d'état civil et de nationalité.

*

* *

Aucun changement n'a été apporté aux simplifications apportées par le décret du 26 septembre 1953 en matière de légalisation des signatures, de certificat de vie, de célibat, de non-remariage et de non-divorce.

Il conviendra que dès le 1^{er} mai prochain, date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, les mairies soient en mesure de délivrer les nouveaux modèles de la fiche d'état civil et de nationalité à leurs administrés. Néanmoins les mairies qui n'auront pu être approvisionnées en temps utile ou qui auront d'importants stocks des anciens modèles de la fiche pourront provisoirement et jusqu'au 31 décembre 1972, les utiliser en y ajoutant les mentions nouvelles et en se conformant à la nouvelle réglementation, lorsque la fiche n'est pas établie au vu d'une carte nationale d'identité et n'est pas destinée à remplacer la production d'un certificat de nationalité. De même les parquets devront se préoccuper de faire imprimer d'ici le 1^{er} mai 1972 le nombre de fiches du modèle réglementaire qui leur paraîtra nécessaire.

RENÉ PLEVEN.